

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le présent arrêté fixe les caractéristiques de la marque de conformité et de la marque de refus à apposer sur les instruments de mesure appartenant à une catégorie réglementée lors des opérations de vérification périodique durant les années 2016 et 2017.

ART. 2. – La marque de vérification périodique à apposer sur les instruments acceptés est un poinçon portant l'empreinte de la lettre « D ».

ART. 3. – Lorsque la vérification périodique fait apparaître que les instruments ne satisfont pas aux conditions techniques qui leur sont applicables, il est apposé sur les instruments une marque de refus. Cette dernière est constituée par les diagonales d'un carré.

ART. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 16 rabii II 1437 (27 janvier 2016).

MOULAY HAFID ELALAMY.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6447 du 4 jourmada II 1437 (14 mars 2016).

Arrêté du ministre du tourisme n° 335-16 du 21 rabii II 1437 (1^{er} février 2016) fixant le diplôme ouvrant droit à l'exercice de la profession de guide des espaces naturels.

LE MINISTRE DU TOURISME,

Vu le décret n° 2-14-553 du 1^{er} ramadan 1436 (18 juin 2015) pris pour l'application de la loi n° 05-12 réglementant la profession de guide de tourisme, notamment son article premier ;

Vu l'arrêté du ministre du transport, de la marine marchande, du tourisme, de l'énergie et des mines n° 296-98 du 15 chaoual 1418 (16 février 1998) portant création et organisation de l'institut spécialisé de technologie appliquée hôtelière et touristique, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – En application de l'article premier du décret susvisé n° 2-14-553, les candidats à l'exercice de la profession de guides des espaces naturels doivent être titulaires du diplôme de technicien spécialisé « filière guide des espaces naturels » délivré par les instituts spécialisés de technologie appliquée hôtelière et touristique conformément à l'arrêté susvisé n° 296-98.

ART. 2. – A titre transitoire, les personnes ayant obtenu avant l'année 2015 une attestation de formation au métier de guide de montagne ou de guide des espaces naturels délivrée par le centre de formation aux métiers de montagne de Tabant ou par l'institut spécialisé de technologie appliquée de Tinghir, peuvent, dans un délai n'excédant pas deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel » et après avoir suivi une formation spécifique organisée par le ministère du tourisme, se porter candidats à l'exercice de la profession de guides des espaces naturels.

ART. 3. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 rabii II 1437 (1^{er} février 2016).

LAHCEN HADDAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6445 du 27 jourmada I 1437 (7 mars 2016).

Arrêté du ministre du tourisme n° 336-16 du 21 rabii II 1437 (1^{er} février 2016) fixant les modalités de délivrance d'agrément de guides de tourisme pendant la phase transitoire.

LE MINISTRE DU TOURISME,

Vu le décret n° 2-14-553 du 1^{er} ramadan 1436 (18 juin 2015) pris pour l'application de la loi n° 05-12 réglementant la profession de guide de tourisme, notamment son article 12,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – En application de l'article 12 du décret susvisé n° 2-14-553, il est procédé à l'organisation d'un examen professionnel pour la délivrance d'agrément de guides de tourisme à des personnes ne remplissant pas la condition de formation prévue à l'article 6 de la loi n° 05-12 précitée, mais disposant de compétences acquises sur le terrain.

ART. 2. – L'examen professionnel est annoncé par le ministère du tourisme à travers la publication d'un avis d'examen sur le site électronique dudit ministère et dans deux journaux nationaux d'annonces légales.

L'avis d'examen comprend, selon chaque catégorie de guides de tourisme :

- un rappel des conditions d'accès à la profession à l'exception de celle relative à la formation ;
- les compétences exigées pour passer l'examen ;
- les pièces constituant le dossier de candidature ;
- la date de l'examen ;
- le dernier délai pour le dépôt des dossiers de candidature.

ART. 3. – Les dossiers de candidatures sont déposés contre récépissé au siège du ministère du tourisme ou envoyés à son adresse par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le candidat ne peut déposer son dossier de candidature que pour l'examen d'une seule catégorie de guides de tourisme.

ART. 4. – L'examen professionnel pour la catégorie des guides des espaces naturels comprend :

1. une épreuve physique ;
2. une épreuve écrite ;
3. un entretien oral ;

Ne peuvent être admis à passer l'épreuve écrite que les candidats ayant passé avec succès l'épreuve physique.

Ne peuvent également être admis à passer l'entretien oral que les candidats ayant passé avec succès l'épreuve écrite.

ART. 5. – L'examen professionnel pour la catégorie des guides des villes et des circuits touristiques comprend :

1. une épreuve écrite ;

2. un entretien oral.

Ne peuvent être admis à passer l'entretien oral que les candidats ayant passé avec succès l'épreuve écrite.

ART. 6. – II est institué un jury d'examen composé des représentants de la direction de la réglementation, du développement et de la qualité et de la direction des ressources et de la formation du ministère du tourisme.

Le jury d'examen peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne dont la compétence pourra lui être utile.

ART. 7. – Le jury d'examen est chargé notamment de :

- fixer le programme de l'examen et le barème de la notation et des évaluations ;
- arrêter les sujets des épreuves eu égard aux compétences requises pour l'accès à la profession ;
- veiller à la surveillance des candidats lors des épreuves écrites ;
- évaluer les candidats à l'issue de l'épreuve physique et de l'entretien oral ;
- corriger et noter les épreuves écrites des candidats ;
- établir la liste définitive des candidats ayant réussi l'examen professionnel.

ART. 8. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 rabii II 1437 (1^{er} février 2016).

LAHCEN HADDAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6445 du 27 jourmada I 1437 (7 mars 2016).

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 397-16 du 9 jourmada I 1437 (18 février 2016) fixant, pour l'année 2016, les coefficients de réévaluation en matière d'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu les dispositions des articles 65-II et 248-III du Code général des impôts institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007 promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les coefficients de réévaluation en matière d'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers, prévus par les dispositions de l'article 65-II du code précité, sont fixés pour l'année 2016 comme suit :

Années	Coefficients
Année 1945 et années antérieures	3%
1946	47,088
1947	36,669
1948	25,852
1949	20,769
1950	20,285
1951	18,018
1952	15,375
1953	14,888
1954	16,234
1955	15,375
1956	13,058
1957	13,761
1958	11,251
1959	11,251
1960	10,826
1961	10,328
1962	10,158
1963	9,346
1964	8,995
1965	8,692
1966	8,728
1967	8,884
1968	8,824
1969	8,522
1970	8,437
1971	8,047
1972	7,637
1973	7,539
1974	6,738
1975	5,840
1976	5,331
1977	4,907
1978	4,411
1979	4,094
1980	3,791
1981	3,380
1982	3,038
1983	2,918
1984	2,517
1985	2,384
1986	2,167
1987	2,130
1988	2,082
1989	2,008
1990	1,877
1991	1,716